

Entre pragmatisme et violence. Les stratégies des "mafias" colombiennes de la drogue

In: Politix. Vol. 13, N°49. Premier trimestre 2000. pp. 77-96.

Résumé

Entre pragmatisme et violence. Les stratégies des « mafias » colombiennes de la drogue

Daniel Pécaut

L'article porte sur les stratégies des mafias colombiennes de la drogue. Ces stratégies se redéfinissent au fil du temps, à mesure que les mafias acquièrent des intérêts plus diversifiés et que les pressions extérieures (notamment celles des États-Unis) se renforcent. Les narcotrafiquants deviennent progressivement les protagonistes centraux d'un système d'interactions, fait de collusions et d'antagonismes, entre une pluralité de groupes disposant de moyens, légaux ou illégaux, de violence.

Abstract

Between Pragmatism and Violence. The Strategies of the Colombian «Mafias»

Daniel Pécaut

The paper is about the Colombian «mafias» and about their political strategies since the development of the narcotic economy (especially with cocaine) in the eighties. These strategies change since this time, because the interests of the mafia groups are diversified, and because of external pressures (in particular by the United States). The narcotraffickers become progressively central protagonists of a «political» system of interaction, in which participate different groups using means (legal and illegal) of violence.

Citer ce document / Cite this document :

Pécaut Daniel. Entre pragmatisme et violence. Les stratégies des "mafias" colombiennes de la drogue. In: Politix. Vol. 13, N°49. Premier trimestre 2000. pp. 77-96.

doi : 10.3406/polix.2000.2144

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_2000_num_13_49_2144

Entre pragmatisme et violence

Les stratégies des « mafias » colombiennes de la drogue*

Daniel PECAUT

Plus que le terme de « mafia », celui de « cartel » est souvent utilisé pour désigner les groupes colombiens liés au trafic de drogue. De fait, ces groupes n'ont ni assise territoriale stable, ni structure organisationnelle permanente, ni stratégie d'influence politique précise. Ils n'exercent pas de manière systématique un rôle de « protection » envers certains secteurs de la population, qui, selon Diego Gambetta, permettrait de suppléer à un déficit de confiance mutuelle¹. Ils ne se consacrent pas davantage à des activités économiques parasitaires consistant à opérer des prélèvements sur les contrats publics ou privés ; ils sont bien au contraire producteurs de revenus qui irriguent l'ensemble de l'économie.

Le terme de « cartel » a l'avantage d'attirer aussitôt l'attention sur la dimension proprement économique du trafic de drogue. Dans la mesure où celui-ci se définit avant tout par le contrôle de la production du produit fini, des routes d'exportation et, dans une large mesure, des circuits de distribution sur les marchés extérieurs, les fonctions d'emprise sociale et d'intervention politique n'y occupent qu'une place secondaire ou, en tout cas, avant tout instrumentale. Néanmoins, le terme de « cartel » est lui aussi discutable. Il implique une coordination qui n'existe qu'en partie dans la réalité. Même dans la période où deux cartels, ceux de Medellin et de Cali,

* Ce texte est dédié à la mémoire de Dario Betancourt, précurseur dans les études des phénomènes mafieux en Colombie, assassiné en 1999.

1. Gambetta (D.), *The Sicilian Mafia. The Business of Private Protection*, Cambridge, Harvard University Press, 1993.

assuraient effectivement la majeure partie du trafic, ils coexistaient avec d'autres organisations de moindre importance². Par ailleurs, en tant qu'entreprises, ces cartels étaient surtout des centrales de commercialisation qui s'appuyaient sur une multiplicité de partenaires relativement autonomes. Dans la période récente, ils ont eu tendance à céder la place à une myriade de noyaux dispersés, dont le nombre est estimé à plus d'une centaine.

Cela ne signifie pas que l'activité liée à la drogue n'ait pas d'impact sur l'ensemble de la société et des institutions. Rares sont, au contraire, les exemples de pays dans lesquels cet impact a été aussi rapide et aussi profond. Impact indirect : les normes de comportement de vastes secteurs de la population ont été bouleversées ; les anciennes barrières sociales fragilisées ; les rapports avec la politique transformés. Impact direct : les narcotrafiquants n'ont pas seulement usé de la corruption et du chantage, ils ont aussi recouru à une violence sans précédent pour défendre leurs intérêts. Le terrorisme mis en œuvre par le cartel de Medellin a réussi à faire chanceler l'ensemble des institutions. La collusion avec les forces paramilitaires a pris le relais, qui consacre la perte de contrôle de l'Etat sur la situation d'ordre public.

La fragmentation et la fluidité des organisations de la drogue vont ainsi de pair avec leur capacité à ébranler toutes les structures sociales. Trois données contextuelles aident à comprendre ces deux aspects. La première tient à l'internationalisation du problème du trafic de drogue colombien. Les Etats-Unis, qui en ont fait une question de « sécurité nationale », entendent avoir la haute main sur le combat contre les trafiquants et ont pratiquement mis sous tutelle le gouvernement colombien en ce domaine. Ils ont de fait imposé les règles du jeu qui régissent les divers acteurs impliqués dans le trafic. Les stratégies des narcotrafiquants sont largement déterminées par cette menace externe. La seconde donnée renvoie au fait que les narcotrafiquants sont en même temps placés dans un champ interne défini par les interactions entre une pluralité d'acteurs usant de la violence, légale ou illégale : guérillas, groupes paramilitaires, milices, bandes urbaines, forces de l'ordre. Ils entretiennent avec ces acteurs des rapports mouvants qui mêlent coopération et antagonisme. Toutes les formes de violence entrent en résonance et les stratégies des narcotrafiquants ne peuvent être isolées de celles des autres protagonistes de la confrontation armée. La dernière donnée a trait à l'histoire de la Colombie, dans laquelle la référence à l'Etat de droit s'est en permanence combinée avec la violence sociale et politique et dans laquelle les frontières entre le légal et l'illégal ont toujours

2. Betancourt (D.), Garcia (M.), *Contrabandistas, marimberos y mafiosos : historia social de la mafia*, Bogota, Tercer Mundo, 1994.

été floues³. L'irruption du narcotraffic n'a donc pas été considérée comme un phénomène radicalement inédit : elle a seulement été perçue comme une nouvelle modalité de l'illégalité et de la violence ; les narcotrafiquants eux-mêmes sont apparus comme des acteurs largement légitimes.

Ma réflexion portera principalement sur les stratégies des narcotrafiquants. Deux idées générales l'inspirent : ces stratégies sont avant tout dictées par le souci de la défense de leurs intérêts propres. Elles sont donc principalement pragmatiques et il n'y a pas lieu de leur attribuer une orientation politique constante. Pourtant, elles ont une influence majeure sur l'ensemble des interactions des protagonistes de la violence et elles ont contribué à fragiliser l'Etat et les institutions.

L'essor de l'économie de la drogue et son environnement

Pendant des années, l'économie de la drogue a pu se développer sans susciter l'inquiétude des dirigeants politiques. Elle était pudiquement évoquée comme une nouvelle modalité d'« économie informelle », illégale peut-être mais tolérée. L'économie de la drogue commence à la fin des années soixante avec la culture de la marijuana dans les départements de la côte atlantique. De grandes familles traditionnelles de la région prennent vite le relais des petits paysans pour profiter de l'aubaine. La commercialisation reste cependant entre les mains de contrebandiers nord-américains. Vers 1980, cette activité tend à se réduire. Les difficultés de transport d'un produit volumineux y sont pour quelque chose. Mais surtout les Etats-Unis contraignent le gouvernement colombien de Julio Cesar Turbay Ayala à entreprendre une campagne de destruction des cultures tout en laissant se développer sur leur propre territoire une production qui satisfait une partie de la demande interne. La production colombienne connaît cependant, à partir des années 1987 et 1988, une certaine reprise dans d'autres régions.

Dès le milieu des années soixante-dix, la fabrication et l'exportation de la cocaïne revêtent une toute autre importance. En comparaison avec le Pérou et la Bolivie, la Colombie n'est cependant alors qu'un modeste producteur de feuilles de coca et de pâte-base. En 1988, on estime qu'elle ne produit que vingt et une tonnes de feuilles de coca, face aux 110 000 tonnes du Pérou et aux 51 000 tonnes de la Bolivie. Mais la Colombie devient la plaque tournante de la fabrication du produit fini et de son exportation. A la même date, on suppose qu'elle fournit plus de 70 % de la cocaïne qui entre sur le marché américain. De plus, les Colombiens contrôlent aussi la distribution

3. Pécaut (D.), « Présent, passé et futur de la violence », in Blanquer (J.-M.), Gros (C.), dir., *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, 1996.

en gros sur ce marché. Dans la mesure où l'essentiel des bénéfices est lié à l'élaboration de la cocaïne et, plus encore, à son transport et à sa vente, les trafiquants colombiens accumulent d'énormes ressources financières. Les revenus des cultivateurs colombiens sont extrêmement variables. De 680 millions de dollars en 1982 (moment où les cours atteignent un niveau qu'ils ne retrouveront plus), ils seraient tombés à 180 millions en 1988. Ceux des trafiquants oscillent aussi, mais dans une moindre mesure.

Au cours des cinq dernières années, un changement se dessine. La politique de réduction des cultures menée sous l'égide des Etats-Unis entraîne une forte diminution de la production bolivienne et surtout péruvienne. Pourtant mise en œuvre également en Colombie, cette politique n'empêche pas l'accroissement des surfaces cultivées et moins encore, grâce à l'amélioration de la productivité, des quantités exportées. Selon les sources américaines – confirmées avec quelque nuance par les sources colombiennes – les surfaces auraient augmenté pour la seule année 1999 de plus de 25 % et dépasseraient désormais 100 000 hectares. Les mesures de destruction des cultures – par fumigation – n'auraient eu d'autre effet que de modifier la localisation de ces cultures. La Colombie est donc devenue non seulement le premier pays exportateur mais aussi le premier pays producteur de cocaïne. Les réseaux d'exportation ne sont plus orientés vers le seul marché américain, apparemment proche de la saturation, mais aussi vers le marché européen. Pour préserver leurs routes, les trafiquants colombiens doivent, il est vrai, composer avec des trafiquants d'autres pays – mexicains, vénézuéliens, caribéens, brésiliens ou argentins. Ils ont cependant réussi à préserver un rôle déterminant. A la marijuana et à la cocaïne vient s'ajouter l'héroïne dans les années quatre-vingt-dix. En 1995, on estime à 20 000 hectares la superficie des cultures consacrées au pavot. Tous les observateurs ne sont pas convaincus de la viabilité de cette culture. Certains pensent qu'il s'agirait seulement d'une manœuvre de diversion destinée à détourner l'attention face aux avancées de la coca. Il semble du reste que les mesures de destruction aient été beaucoup plus efficaces dans le cas du pavot.

Faute de données précises sur les quantités exportées⁴ et les prix aux diverses étapes, les économistes sont loin de s'accorder sur les revenus que le trafic assure à ceux qui y participent. Je citerai seulement, à titre d'illustration, une estimation selon laquelle ces revenus auraient pu atteindre 3 ou 4 milliards de dollars par an entre 1984 et 1990 ; ils seraient équivalents aux investissements de l'ensemble du secteur privé⁵.

4. La direction colombienne des stupéfiants estime que la capacité de production est passée de 240 tonnes en 1992 à 440 tonnes en 1996 (cf. Camacho Guizado (A.), Lopez Restrepo (A.), Thoumi (F.), *Las Drogas : una guerra fallida*, Bogota, Tercer Mundo-IEPRI, 1999, p. 13).

5. Thoumi (F.), *Economía política y narcotráfico*, Bogota, Tercer Mundo, 1999, p. 204.

Pour quelles raisons la Colombie est-elle devenue la plaque tournante de ces trafics ? J'en citerai seulement quelques-unes⁶. La position géographique du pays y est certainement pour beaucoup. Avec ses deux façades océaniques et de multiples frontières poreuses (la région amazonienne avec le Pérou et le Brésil, la zone du Darien avec Panama, les zones à peine peuplées limitrophes du Venezuela), la Colombie offre les meilleures conditions pour les activités de contrebande. Du reste, le savoir-faire accumulé dans la contrebande est ce qui préside à la formation des premiers réseaux de trafic de drogue. Les routes sont anciennes, remontant parfois au temps de la colonisation, comme celles qui vont du centre de l'Antioquia et de sa capitale Medellin vers la zone de l'Uraba, porte ouverte sur les deux océans : de Bogota vers le Venezuela, du Valle du Cauca et de sa capitale Cali vers le port de Buenaventura sur l'océan Pacifique. L'Etat colombien n'a jamais réussi à juguler la contrebande⁷. Même le café empruntait en proportion non négligeable la voie de l'exportation clandestine. Nombre de trafiquants de drogue ont effectivement commencé leurs carrières dans le trafic d'autres produits.

L'autorité de l'Etat n'est par ailleurs jamais parvenue à s'exercer sur d'immenses portions du territoire. La Colombie est tout au long des XIX^e et XX^e siècles un pays de colonisation non contrôlée⁸. Des zones stratégiques – comme le Moyen Magdalena et l'Uraba – ne sont peuplées qu'à partir des années cinquante. D'autres zones – comme l'Arauca, le long de la frontière vénézuélienne, ou l'Amazonie – ne le sont que plus récemment encore : la première avec la découverte de gisements pétroliers, la seconde avec l'essor de la coca. Dans toutes ces régions, l'Etat est condamné à s'implanter avec retard. Il fait généralement acte de présence après que bien des réseaux informels, voire illégaux, ont eu le temps de se consolider – depuis les simples réseaux clientélares jusqu'à ceux mis en place par les guérillas et les narco-trafiquants. Même des zones traditionnelles de production minière échappent souvent à sa tutelle. Ainsi, bien que située à seulement cent cinquante kilomètres de Bogota, la région de production des émeraudes – une des principales ressources d'exportation – a depuis toujours été soustraite à l'autorité de l'Etat. Le terme de « mafia » est dans ce cas parfaitement adapté. Les organisations qui assurent la production bénéficient de concessions officiellement accordées par l'Etat. Sous prétexte de protection, elles imposent cependant leur « loi » à la population par le

6. Sur le contexte de l'économie de la drogue, cf. Vargas Meza (R.), *Drogas, mascarás y juegos*, Bogota, Tercer Mundo, 1999.

7. Cf. Betancourt (D.), García (M.), *Contrabandistas, marimberos y mafiosos...*, *op. cit.*, et aussi un autre livre de Betancourt (D.), *Mediadores, rebusadores, traquetos y marcos. Valle del Cauca 1890-1997*, Bogota, Ediciones Anthropos, 1998.

8. Cf. Zambrano (F.), « Ocupación del territorio y conflictos sociales en Colombia », *Controversia*, 151, 1989 et Gonzalez (F.), « Aproximación a la configuración política de Colombia », *Controversia*, 152, 1989.

moyen de la violence, parfois la plus extrême⁹. Que l'Etat ait toujours dû consentir à s'incliner devant un pouvoir de fait symbolise assez son impuissance à exercer son autorité sur une grande partie du territoire. Dans le cas des régions de culture de la coca et du pavot, une autre circonstance concourt à réduire l'influence de l'Etat. Ce sont les régions où les guérillas, notamment les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC), possèdent l'une de leurs bases d'appui. Avec la diffusion de ces cultures, elles acquièrent le moyen d'élargir leur emprise en offrant aux colons une protection contre toute intervention de l'Etat et en servant de médiateurs dans leurs contacts avec les trafiquants. Ces derniers y trouvent leur compte : ils peuvent en toute tranquillité bénéficier de la production locale et implanter leurs laboratoires sur place. La présence de guérillas représente au départ pour eux un avantage comparatif considérable.

Il serait cependant insuffisant d'attribuer à la seule faiblesse de l'Etat dans nombre de régions l'expansion de l'économie illégale. Pendant plusieurs années, l'Etat a en fait donné l'impression de ne pas se préoccuper du problème. Si la pression des Etats-Unis a contraint les autorités à agir contre les plantations de marijuana, celles-ci ont fermé les yeux sur le trafic croissant de cocaïne. Les autorités ont même pris ouvertement des dispositions pour faciliter le blanchiment des ressources liées à ce trafic, par l'intermédiaire de la Banque de la République. Comme si cela ne suffisait pas, l'Etat a procédé en outre à diverses amnisties fiscales dans le même dessein. Il ne s'inquiète pas davantage des contributions des narcotrafiquants au financement des campagnes électorales, pourtant manifestes depuis 1982. De même a-t-il laissé s'installer la corruption sans réagir. Ce n'est qu'en 1984, avec l'assassinat du ministre de la Justice, Rodrigo Lara Bonilla, que les gouvernants ont pris la mesure de la nouvelle menace. Mais il faudra attendre encore davantage pour qu'ils découvrent que l'économie de la drogue est en train de modifier les anciennes formes de la violence. Les guérillas sont en mesure d'entreprendre une expansion territoriale inédite, alors que des organisations armées de moindre importance se multiplient sur l'ensemble du territoire.

L'irruption sur le devant de la scène de quelques « parvenus » n'est pas pour effrayer une classe dirigeante habituée à jouer sur le double registre du discours du droit d'un côté et, de l'autre, des transactions avec tous les groupes disposant de ressources de pouvoir, quelle que soit leur nature. Au lendemain de l'assassinat du ministre de la Justice, le procureur général de la Nation et un ancien président de la République se rendent à Panama pour discuter avec les leaders du cartel de Medellin des conditions de leur

9. Guerrero (J.), « La bolsa de esmeraldas y los pactos de la zona esmeraldifera », *Revista Foro*, 1994.

réinsertion dans l'ordre légal¹⁰. Rares sont alors les membres des élites traditionnelles, civiles ou militaires, à refuser de prendre leur part de l'économie de la drogue et de ses profits. Nombreux sont ceux qui tentent de dédramatiser le problème. Certains experts et intellectuels en renvoient la responsabilité aux Etats-Unis. Les lieux communs font florès, comme celui selon lequel « l'offre » de drogue est la simple conséquence de la « demande » ; ou encore l'opinion que la légalisation du trafic résoudrait tout. Ce n'est véritablement qu'entre les années 1987 et 1989 que les gouvernants et l'opinion publique commencent à s'apercevoir que les narcotrafiquants sont en mesure de s'attaquer directement aux institutions et d'influer sur l'ensemble des acteurs de la violence et que, par ailleurs, les retombées de l'économie de la drogue sont en train de radicalement transformer la société.

Les réseaux d'influence des narcotrafiquants

L'accès aux marchés d'exportation étant prioritaire, les narcotrafiquants colombiens agissent d'abord en fonction de la gestion des réseaux externes de commercialisation. Il n'en résulte pas qu'ils n'ont pas besoin de disposer d'assises sûres en Colombie. C'est au contraire la condition pour qu'ils puissent faire face aux aléas de leurs activités internationales et résister aux mesures prises par les Etats-Unis à leur encontre. Nous allons du reste voir qu'ils déploient tous les moyens pour tenter d'empêcher que les autorités colombiennes ne se soumettent aux injonctions nord-américaines. Mais ils ne peuvent constituer des structures organisationnelles locales lourdes, comparables à celles des mafias traditionnelles, car de telles structures les rendraient vulnérables. Les logiques fondamentales qui commandent à leurs formes d'action sont inspirées par la défense de leurs intérêts commerciaux, non par quelque projet politique.

J'ai avancé plus haut que les fameux « cartels » étaient avant tout des centrales d'achat et d'expédition de la drogue. Au moins dans la première phase de leur développement, les cinq ou six principaux cartels avaient d'innombrables ramifications plus ou moins autonomes et bénéficiaient de mises de fond de certains membres de l'élite économique traditionnelle – pour lesquels il s'agissait seulement d'investissements spéculatifs. Si deux de ces cartels, ceux de Medellin et de Cali, ont vite acquis une position dominante, ils le doivent à la fois aux vastes réseaux urbains sur lesquels ils ont pu prendre appui et à la position dominante que le premier a acquis sur le marché de la côte Est des Etats-Unis, le second sur celui de la côte Ouest.

10. Selon le rapport que font à leur retour le procureur général et l'ancien président de la République, le cartel de Medellin a proposé de prendre en charge le paiement de la dette colombienne en échange de la suspension des poursuites.

Les réseaux d'appui directs demeurent en fait restreints. Les organisations, dont les noyaux durs se recrutent largement sur la base de liens familiaux ou amicaux, ne disposent directement que d'effectifs très limités. A sa meilleure époque, le cartel de Medellin ne comptait sans doute qu'une ou deux centaines d'associés ou employés permanents. La sécurité, fondée sur la confiance interpersonnelle, s'obtient à ce prix. En revanche, il existe de nombreux cercles concentriques de personnes qui sont plus ou moins acquises aux cartels : qu'elles reçoivent d'eux des « commissions » (comme nombre de policiers de Cali à la fin des années quatre-vingt) ; qu'elles effectuent pour eux des « contrats » épisodiques (tels les *sicarios* de Medellin) ; ou bien qu'elles aient plus ou moins bénéficié de la générosité de leurs chefs (*capos*). On sait que Pablo Escobar s'est acquis une réputation de bienfaiteur du peuple en finançant la construction d'un quartier, l'éclairage de stades ou, tout simplement, en jetant des billets de banque depuis son hélicoptère¹¹. Corruption, emplois précaires et philanthropie se complètent¹².

Par-delà les liens ainsi tissés, l'admiration envers des individus qui, partis de rien, sont devenus des magnats à l'échelle internationale est sans doute ce qui importe le plus. Dans une société qui est restée culturellement figée jusqu'à la fin des années soixante, cette réussite sociale symbolise une forme d'entrée dans la modernité. Elle bouscule les anciennes hiérarchies sociales et ouvre le chemin à des phénomènes remarquablement rapide de mobilité. Elle ébranle les vieilles disciplines fondées sur la valeur du travail et offre un exemple d'accès facile au monde de la consommation ostentatoire. Bénéficiant d'une large acceptation sociale, elle achève de brouiller les frontières du légal et de l'illégal. Les innombrables bandes de jeunes qui, sous une étiquette ou une autre, vont bientôt imposer leur emprise sur tous les quartiers populaires, témoignent de l'irréductible séduction exercée par un modèle d'organisation qui permet, en accumulant (au moins imaginativement) richesses et pouvoir, d'accéder à la modernité par une voie détournée. Quitte à alimenter une violence qui détruit tout le tissu social.

Si les narcotrafiquants disposent ainsi d'une certaine assise sociale (et d'une certaine légitimité), ils ne prétendent prendre en charge ni une structure générale de « protection », ni un contrôle territorial stable, ni un système de règles destinées à encadrer la vie collective. Sans doute quelques groupes réussissent à le faire dans certaines localités et pendant une courte période. (j'évoquerai plus loin l'exemple de Puerto Boyaca, mais l'on pourrait aussi

11. Sur l'implantation dans la société du cartel de Medellin, cf. Salazar (A.), Jaramillo (A.-M.), *Las subculturas del narcotráfico*, Bogota, CINEP, 1992.

12. Pour une description de l'organisation des « mafias », cf. Krauthausen (C.), Sarmiento (L.F.), *Cocaina & Co : un mercado ilegal por dentro*, Bogota, Tercer Mundo et IEPRI, 1991.

citer celui de communes du Nord du Valle¹³). Ils ne peuvent cependant y parvenir dans le cas de grandes villes comme Cali ou Medellin. Ils réussissent sans doute, momentanément, à influencer le pouvoir local¹⁴, à infiltrer les corps de police, à commander dans certains quartiers. Mais ils ne peuvent prétendre à plus. Quant aux zones de culture, elles ne sont pas soumises à leur « loi » mais à celle de groupes de la guérilla. Il s'agit là d'une forme de délégation qui épargne bien des coûts politiques, même si elle n'est pas exempte de risques.

La situation se modifie lorsque le gouvernement passe de la tolérance implicite à des mesures de répression. Certes, la répression est loin d'être toujours frontale. Elle va de pair avec de multiples transactions. Les gouvernements de Cesar Gaviria et d'Ernesto Samper n'ont pas hésité à recourir à des négociations discrètes pour venir à bout des cartels de Medellin et de Cali. Néanmoins, le changement d'attitude gouvernementale est suffisant pour provoquer un réaménagement des organisations de narcotrafiquants. Là encore, la rationalité fondée sur la défense de leurs intérêts l'emporte sur toute autre logique. Pour se prémunir contre les mesures répressives, la fragmentation des réseaux constitue la réponse la plus adaptée. La guerre sans merci que se livrent les cartels de Medellin et de Cali à partir de 1986 – qui résulte aussi bien de divergences sur les stratégies de réponse à l'action gouvernementale que de rivalités sur le marché américain – n'est que le prélude à ces divisions. La mort en 1989 de Gonzalo Rodriguez Gacha, le principal lieutenant de Pablo Escobar¹⁵, l'emprisonnement puis la mort de Pablo Escobar en 1993¹⁶, affaiblissent le cartel de Medellin. L'emprisonnement négocié des frères Rodriguez Orejuela, *capos* du cartel de Cali, produit le même effet sur l'autre grand cartel. On assiste dans les deux cas à un processus de segmentation qui permet aux chefs secondaires de prendre leur autonomie. Un peu partout sur le territoire se mettent en place des noyaux d'organisation criminelle plus modestes qui, au lieu des anciens laboratoires fixes, utilisent de petits laboratoires mobiles et gèrent leurs propres routes d'exportation. C'est ainsi qu'est créée la centaine de noyaux que j'ai mentionnée au début de cet article.

13. Sur le Nord du Valle, cf. Atehortua Cruz (A.), *El Poder y la Sangre. Las Historias de Trujillo Valle*, Cali, Imprenta Departamental del Valle, 1995 et Camacho Guizado (A.), « Empresarios ilegales y region: la gestacion de elites locales », in Silva (R.), dir., *Territorios, regiones, sociedades*, Cali-Bogota, CIDSE-CEREC, 1994.

14. P. Escobar parviendra à contrôler pleinement les administrations de communes périphériques de Medellin, comme Envigado ou Bello.

15. C'est G.R. Gacha qui maniait une grande partie de l'organisation armée du Cartel et qui a dirigé la campagne de destruction de la formation politique de gauche l'Union patriotique, dont il sera question plus loin.

16. Rappelons qu'après des négociations laborieuses, P. Escobar se laissera enfermer dans une « prison » individuelle sur mesure qu'il abandonnera quand il se sentira menacé. Il faudra plusieurs mois de traque pour mettre un terme à son évasion.

Simultanément, les modes d'emprise sur la société se transforment. Les intérêts des narcotrafiquants ne sont plus liés au seul trafic mais se diversifient. Les trafiquants ont en effet investi dans de nombreux secteurs de l'activité économique. Ils ont surtout procédé à l'achat massif de propriétés agricoles. En 1998, on estime qu'ils ont acquis quatre millions d'hectares des meilleures terres du pays. Dans ces conditions, leur influence sociale s'élargit considérablement. Leurs intérêts se mêlent à ceux d'autres groupes sociaux, notamment les groupes qui sont traditionnellement concernés par l'agriculture. Ils ont en commun avec ces groupes un même adversaire, qui n'est plus l'Etat, mais les guérillas qui lèvent « l'impôt révolutionnaire » et multiplient les enlèvements et les demandes rançon. Ils en arrivent, pour se défendre des guérillas, à appuyer des groupes paramilitaires. Ce faisant, ils entament une intervention « politique » d'un autre style.

Les stratégies des organisations de trafiquants face aux institutions

Prêter d'entrée de jeu un projet politique défini aux organisations de trafiquants serait un contresens. Elles sont surtout amenées à intervenir en fonction des circonstances. Cela vaut pour le rapport avec les institutions publiques comme avec les guérillas. Dans les deux cas, l'intervention obéit à des stratégies multiples, et parfois contradictoires. En ce qui concerne le rapport avec les institutions, la stratégie la plus rationnelle consiste dans le recours à la corruption. C'est en effet la moins coûteuse des stratégies en termes de risque et celle qui assure la meilleure protection. Tous les cartels en font constamment usage. Par comparaison avec d'autres pays d'Amérique latine, la Colombie était, jusqu'au développement de l'économie de la drogue, un pays au degré de corruption relativement faible. Le fait que l'Etat y était loin d'avoir un rôle décisif dans l'orientation du développement – comme le prouve le niveau limité des dépenses et des investissements publics – n'y était pas étranger. Les énormes ressources financières dont disposent les trafiquants ont modifié la situation. La corruption a vite pénétré dans toutes les sphères sociales et politiques. Le financement des campagnes électorales a tôt fait de susciter un renouvellement politique en favorisant l'entrée en scène d'une catégorie « émergente » de politiciens. Le scandale qui éclaboussera en 1994 Ernesto Samper, élu à la présidence de la République grâce aux dons du cartel de Cali, ne fera que porter en pleine lumière une réalité depuis longtemps évidente. La corruption touche la police et les forces armées, dont la bienveillance est nécessaire au trafic. Mais elle concerne aussi, peu ou prou, toutes les institutions, et notamment l'institution judiciaire. Un ancien ministre de la Justice, un procureur général, plusieurs présidents de l'organisme de contrôle des comptes de la nation, des juges, etc., seront, parmi d'autres, inculpés et condamnés à partir

de 1995. Le plus grand nombre des actes de corruption sera imputé au cartel de Cali, mais toutes les organisations y prennent évidemment part.

Les narcotrafiquants ne se limitent cependant pas à la seule stratégie de la corruption. Dans un premier temps, certains vont être tentés d'entrer eux-mêmes sur la scène politique. Pablo Escobar se fait élire en 1982 comme suppléant à la Chambre des représentants pour le compte du parti libéral¹⁷. Carlos Lehder, qui dirige depuis le Quindío un réseau associé au cartel de Medellín, crée un mouvement politique régional avec des ambitions nationales¹⁸. L'émotion qui suit l'assassinat de Rodrigo Lara Bonilla met fin à ces velléités qui suscitaient une sourde résistance des élites politiques encore en place. Dans un second temps, le durcissement de l'attitude gouvernementale conduit le cartel de Medellín sur le chemin d'un terrorisme qui va se déployer à grande échelle à partir de 1987. Outre les centaines de victimes des attentats aveugles, d'innombrables personnalités politiques et des magistrats y laissent leur vie. En 1989 et 1990, rappelons-le, trois des candidats à l'élection présidentielle de 1994 sont abattus, dont Luis Carlos Galán, le candidat du parti libéral, qui faisait figure de favori. Plus que la politique de répression du gouvernement, c'est la menace de l'extradition qui est à l'origine de cette campagne de terreur. Un traité d'extradition avait été signé avec les États-Unis en 1979. L'assassinat de Lara Bonilla donne lieu aux premières décisions effectives d'extradition, dont l'une concerne Carlos Lehder, lâché par ses alliés de Medellín. La vague du terrorisme conduit le président Virgilio Barco, élu en 1986, à multiplier des décisions de ce type. Si l'extradition provoque une telle réaction, c'est que, contrairement aux autres mesures de répression, elle interdit de recourir aux transactions qui constituent la règle du jeu implicite des relations entre les acteurs illégaux et les institutions. Un pareil niveau de terrorisme semble cependant aller à l'encontre de tout calcul rationnel. Il est, nous l'avons vu, l'une des causes de la rupture entre le cartel de Medellín et celui de Cali qui préfère s'en tenir à la corruption¹⁹. Il va également rendre problématique le maintien des liens avec les élites sociales et, plus généralement, réduire leur tolérance envers les trafiquants. Pendant un temps, les uns et les autres faisaient bon ménage. À partir de 1995, la distance et le rejet prennent souvent le dessus.

17. P. Escobar avait d'abord prétendu se lier au « Nouveau libéralisme » de L.C. Galán, qui l'expulse aussitôt. Il rejoint alors le courant libéral d'A. Santofimio, cet ancien ministre de la Justice qui sera condamné pour ses liens avec le narcotrafic.

18. Fils d'un immigré allemand, Lehder donne à son parti le nom de « Mouvement latin national ». Admirateur de J. Lennon, auquel il édifie un monument, mais aussi de Hitler, il sera, semble-t-il, accueilli un moment par le Nicaragua révolutionnaire et aura des sympathies envers les guérillas.

19. Le cartel de Cali va collaborer avec la police dans la lutte contre son rival.

Pourtant le cartel de Medellin n'a pas été loin de gagner son pari, celui d'acquiescer *de facto* un pouvoir de veto sur toute mesure qui affecterait directement son espace de manœuvre, à commencer par l'extradition. A diverses reprises; la légalité de celle-ci va être mise en cause. Soumise aux menaces des trafiquants, la Cour suprême de justice invalide en 1987 le traité signé avec les Etats-Unis. Dans le même contexte, l'Assemblée constituante de 1991 – qui va moderniser les institutions – interdit explicitement une telle disposition. Ce n'est qu'en 1997 qu'elle sera à nouveau entérinée, l'extrême vulnérabilité de Samper ne lui permettant pas de résister davantage aux exigences des Etats-Unis. Une clause s'opposera toutefois à son application rétroactive, ce qui met à l'abri les principales figures survivantes des grands cartels. Au pouvoir de veto politique s'ajoute la capacité d'intimidation qui, assurant le relais de la corruption, condamne pendant plusieurs années l'appareil judiciaire à une paralysie presque complète. Les trafiquants parviennent en fait à imposer au régime de s'en tenir à la méthode habituelle des transactions. Le cartel de Medellin réussira dans les années 1990 et 1991 à obtenir une négociation implicite sur les conditions de sa « reddition », aussi bien en ce qui concerne les peines applicables que les modalités de détention. En 1993, les avocats des trafiquants introduiront dans le nouveau code de procédure pénale des clauses qui garantissent le caractère bénin des condamnations susceptibles d'atteindre leurs clients. A leur tour, les dirigeants du cartel de Cali définiront les conditions de leur « soumission à la justice ». Si Gonzalo Rodriguez Gacha et Pablo Escobar ont été tués et les deux principaux cartels en principe démantelés, les trafiquants n'en ont pas moins fait prévaloir leurs objectifs essentiels.

La stratégie des cartels relève, certes, de l'action politique. Ceux-ci sont parvenus à réaliser ce que la guérilla n'avait jamais réussi : faire chanceler l'Etat. En 1989 et 1990, l'Etat n'a pas été loin de l'effondrement, n'eût été l'obstination du président Barco. La contribution des cartels à la crise des institutions est patente dans tous les domaines. La précarité de l'appareil judiciaire ne date sans doute pas de cette époque, ni l'impunité qui en résulte. Néanmoins, l'influence des trafiquants n'a fait que l'accentuer. La corruption et la peur ne sont pas étrangères au fait que seuls 3 % des homicides donnent lieu à une condamnation effective. L'Etat est en fait pris en tenaille entre les menaces des trafiquants et l'ingérence des Etats-Unis – qui s'est traduite à deux reprises, pendant l'administration Samper, par la « décertification » de la Colombie (à savoir des mesures de restriction commerciales dérogeant aux accords de commerce internationaux). Dans leur combat contre l'extradition, les trafiquants étaient du reste loin d'être isolés. Les guérillas et bien d'autres secteurs se sont associés à ce combat. Au moment où le Congrès américain votait la « décertification » – qui revenait à considérer la Colombie dans son ensemble comme une sorte de « communauté délinquante » – les trafiquants réussissaient d'ailleurs à

mobiliser une partie de la population, autour notamment de thèmes nationalistes. Mais une telle action politique reste sous-tendue par des objectifs limités. La coalition nationaliste est un ensemble des plus confus, qui regroupe depuis les guérillas jusqu'à des secteurs politiques profondément réactionnaires, en passant par certains syndicats qui mettent à profit la crise des institutions pour arracher des concessions aux autorités publiques. La radicalisation des moyens utilisés tient avant tout au contexte créé par l'intervention d'un protagoniste extérieur qui prétend imposer ses propres finalités.

Les stratégies des organisations de narcotrafiquants face aux autres acteurs armés et à la gauche civile

Il serait tout aussi faux que dans le cas précédent que d'attribuer aux narcotrafiquants une conception définie de leurs relations avec les guérillas et les mouvements de la gauche. La persécution sans merci et systématique que certains d'entre eux entreprennent à partir des années 1987 et 1988 contre les formations politiques de gauche marque cependant un premier changement. Une nouvelle étape est franchie en 1993 et en 1994, lorsque les narcotrafiquants prennent une part majeure à la mise sur pied des groupes paramilitaires. Cette évolution est inséparable de la diversification croissante de leurs intérêts. Elle l'est aussi des transformations de l'environnement associées aux avancées des guérillas.

Ni ces intérêts, tels qu'ils se formulent au début des années quatre-vingt, ni leur forme de sociabilité ne prédisposent les cartels à combattre les guérillas et leurs sympathisants civils. Le trafic fonctionne selon une division du travail implicite : les guérillas assurent la protection des cultures et des grands laboratoires ; les trafiquants se chargent des autres opérations, notamment la commercialisation. Que les guérillas – qui n'ont pas été longues à s'apercevoir du profit qu'elles pouvaient tirer de la nouvelle économie illégale – prélèvent une dîme sur les cultivateurs, sur les intermédiaires qui procèdent aux achats et sur les aéroports clandestins, n'est pas de nature à remettre en cause le *modus vivendi*. Les trafiquants ont tout lieu de l'entériner, puisqu'il les décharge de la tâche de protection qui aurait supposé une implantation permanente de nature à accroître leur vulnérabilité²⁰. Les guérilleros et les trafiquants ont de plus en commun d'incarner une forme de rupture avec les hiérarchies sociales établies et de défiance envers l'« establishment ». Les tendances populistes d'un Pablo

20. Bien davantage que les narcotrafiquants, ce sont, du reste, les guérillas qui prennent en charge les intérêts des cultivateurs face aux mesures de destruction des cultures par fumigation, mises en œuvre par le gouvernement. Ce sont les guérillas qui seront à l'origine des grandes marches paysannes de protestation qui interviennent dans le Caqueta et les autres départements amazoniens pendant l'administration Samper.

Escobar, le nationalisme du mouvement de Carlos Lehder, n'ont rien pour déplaire aux guérillas. Il semble même que celles-ci n'ont pas répugné à apporter parfois une aide financière directe à ces groupements et que les contacts personnels n'aient pas manqué entre les deux types d'organisation. Certes, la collusion n'empêche pas certains incidents. On évoque toujours à ce propos la fondation en 1981 du MAS (*Muerte A los Sequestradores*) qui, associant des membres des cartels de Cali et Medellin avec des militaires subalternes, est présenté comme le premier avatar d'une organisation paramilitaire de lutte contre les guérillas. Mais il y a là une erreur d'appréciation : outre le fait que de telles organisations ont toujours existé sous la forme de bandes armées à la solde des propriétaires, la création du MAS répond à un incident ponctuel : l'enlèvement par un des plus importants groupes de la guérilla colombienne (le M19) de la sœur de l'un des chefs du cartel de Medellin. Certes, le MAS va survivre à la raison de sa création et agréger une centaine de personnes. Mais il n'hésitera pas ensuite à coopérer avec la guérilla, et même avec le M19.

Le revirement qui se produit vers 1987 n'en est que plus surprenant. C'est à ce moment – qui fait suite au cessez-le-feu conclu en 1984 entre le Président Belisario Betancur et les FARC – que l'organisation armée de Gonzalo Rodriguez Gacha, branche du Cartel de Medellin, entreprend l'assassinat systématique des membres de l'Union patriotique, un mouvement politique créé en 1985 sous l'égide du parti communiste et des FARC. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce changement d'attitude. Selon la version donnée par Gonzalo Rodriguez Gacha, il serait la conséquence d'un litige d'affaires : les FARC n'auraient pas respecté leur parole lors d'une livraison de drogue. Par-delà son caractère anecdotique, cette affirmation témoigne de la situation créée par l'expansion des FARC et leur emprise croissante sur la production de coca. Outre que cette guérilla renforce ainsi sa position dans les transactions commerciales avec les trafiquants, elle met en question la sécurité des voies internes de transport. Ce n'est sans doute pas un hasard si, à cette même époque, le cartel de Medellin entreprend une stratégie ambitieuse pour s'assurer le contrôle d'un vaste couloir allant de l'Amazonie vers l'Uraba et passant par la région des mines d'émeraudes. L'effort mené par Gonzalo Rodriguez Gacha pour conquérir cette dernière sera du reste à l'origine d'une sanglante guerre locale qui fera plus de 3 000 morts²¹.

Un autre facteur intervient cependant. Inquiètes des avancées des guérillas à l'abri du cessez-le-feu et de la diffusion de la violence dans nombre de régions, les forces armées se lancent alors discrètement dans ce qu'on a

21. Le principal *capo* des émeraudes est alors V. Carranza, mais G.R. Gacha obtient le soutien des leaders de plusieurs communes de la zone. Une fois G.R. Gacha éliminé, la paix reviendra progressivement. V. Carranza est accusé de s'être transformé en leader d'une ample organisation paramilitaire, regroupant des milliers d'hommes et exerçant son emprise sur une grande partie des plaines orientales de la Colombie. Il a été mis en prison en 1998.

appelé la « guerre sale ». Se joindre à cette guerre présente pour les trafiquants de nombreux avantages qui vont au-delà de la défense de leurs intérêts proprement économiques. Alors que le gouvernement raidit sa politique à leur encontre, c'est une manière de renforcer leurs liens avec les forces armées comme avec les grands propriétaires et les compagnies minières ou agricoles. Le symbole de cette collusion devient la zone de Puerto Boyaca, sur le fleuve Magdalena, où militaires, narcotrafiquants et propriétaires s'associent pour constituer un groupe paramilitaire. Ils font appel à des mercenaires étrangers, anglais et israéliens, pour leur donner une formation moderne²². Ils essaieront même de faire de ce groupe la base d'une organisation politique connue sous le nom d'ACDEGAM²³ – une initiative qui tournera court en raison de divisions internes et du danger à afficher publiquement les liens entre un mouvement politique et un groupe militaire. Un rapport officiel fait état, pour la fin des années quatre-vingt, de plus de cent organisations semblables disséminées sur le territoire. Ces groupes ne visent que rarement les guérillas elles-mêmes. Ils cherchent bien davantage à détruire les alliés politiques et les sympathisants des mouvements de la guérilla. Des dirigeants et des membres de l'Union patriotique en sont la première cible : 1 500 à 2 000 d'entre eux sont tués en peu de temps. Les syndicalistes et les cadres des organisations paysannes ne sont pas davantage épargnés.

La dernière étape, celle qui dure toujours, est celle où les narcotrafiquants participent à la construction de véritables armées parallèles, en principe unifiées et dirigées par un commandement unique – sous le nom d'Autodéfenses unies de Colombie (AUC). A la différence de la phase antérieure, les narcotrafiquants se gardent de s'y afficher ouvertement. Leur fondateur, Fidel Castano, est cependant un ancien membre du cartel de Medellin, qui avait rompu sur le tard avec Pablo Escobar²⁴. A sa mort, son frère Carlos lui succède, qui est toujours à ce jour le chef des AUC. Carlos Castano prétendra longtemps avoir brisé tout lien avec les trafiquants. C'est une manière d'essayer d'éviter les foudres des Etats-Unis et de se réclamer de véritables appuis dans la société civile, notamment dans les secteurs qui entendent réagir contre les exactions des guérillas. Nombre de propriétaires

22. Sur le cas de cette région, cf. Medina Gallegos (C.), *Autodefensas, paramilitares y narcotráfico*, Bogota, Ediciones Documentos Periodísticos, 1990.

23. L'ACDEGAM (*Asociación campesina de agricultores y ganaderos del Magdalena Medio*) se présente comme une simple association d'éleveurs. Elle se réclame de fonctions « civiles » : construction d'écoles, aides aux paysans. Mais elle maintient en réalité une surveillance armée dans la zone. Elle tentera, vainement, de se transformer en structure de base d'un parti régional. Cf. sur ce point Melo (J.O.), « Los paramilitares », in Leal Buitrago (F.), Zamosc (L.), *Al filo del caos. Crisis política en la Colombia de los años 80*, Bogota, Tercer Muno et IEPRI, 1990.

24. F. Castano avait même mis sur pied un groupe appelé les « Pepes », pour lutter contre P. Escobar. La coalition contre P. Escobar est un exemple des collusions que j'évoquerai dans la conclusion : la police, le cartel de Medellin, une partie des *capos* des émeraudes, les « Pepes » s'y retrouvent côte à côte.

fonciers sont cependant, on l'a dit, des narcotrafiquants pratiquant une double activité. Le financement de l'AUC provient par ailleurs, dans une large mesure – comme celui des guérillas – des prélèvements sur la drogue. Carlos Castano vient du reste de le reconnaître ouvertement. On peut enfin se demander si la stratégie militaire de cette organisation (et des groupes armés qui la composent) ne vise pas à arracher aux guérillas le contrôle de certaines régions de culture de la coca. Une grande partie des massacres perpétrés par les paramilitaires touche ces régions. Le déplacement de population qui en résulte permet aux paramilitaires de s'assurer des revenus de la production de drogue sans plus dépendre des guérillas.

De là à conclure que les narcotrafiquants sont en train d'aspirer à un pouvoir coordonné sur une partie du territoire, il y a un pas qu'il semble prématuré de franchir. Des organisations locales très autonomes coexistent sous le label « AUC ». Aux intérêts des narcotrafiquants s'ajoutent ceux de bien d'autres secteurs de la population (souvent les secteurs privilégiés). Sans oublier la collaboration de certains militaires dont de nombreuses enquêtes ont prouvé qu'ils prêtaient parfois un soutien logistique aux opérations paramilitaires et, plus fréquemment encore, fermaient les yeux sur leur déroulement. La confrontation principale est bien à présent avec les guérillas. Sans doute, les combats directs demeurent rares. De part et d'autre, c'est en visant la population civile soumise à l'emprise de l'adversaire qu'on vise à affaiblir celui-ci. Les paramilitaires ont conquis des régions entières : ils ont commencé par le Cordoba et l'Uraba ; ils s'efforcent à présent de prendre possession du Moyen Magdalena, de l'Est de l'Antioquia ou des zones limitrophes du Venezuela. Ils s'attaquent même aux fiefs amazoniens des FARC, comme le département du Putumayo.

Par-delà le plan strictement militaire, il s'agit bien d'un dessein proprement politique. Comme les guérillas, les paramilitaires entendent provoquer une polarisation politique d'ensemble et obliger chacun à choisir son camp. Leurs ramifications s'étendent aux quartiers des grandes villes, dans lesquels les bandes de jeunes sont nombreuses à être passées de leur côté. Les assassinats commis contre des intellectuels constituent une façon d'interdire les opinions indépendantes. Tenues à l'écart des négociations de l'actuel gouvernement avec les guérillas, les organisations paramilitaires font tout pour s'imposer comme un acteur proprement politique. Leurs divers manifestes en témoignent, qui rivalisent avec ceux des guérillas pour revendiquer de vastes transformations structurelles et en appeler à la moralisation de la vie politique²⁵. Les narcotrafiquants ne sont sans doute qu'une des bases des groupes paramilitaires. Mais la confrontation répond au mieux à leurs intérêts. Elle n'empêche pas le maintien des transactions

25. Sur la production idéologique des paramilitaires, cf. Cubides (F.), « Colombie : la violence des paramilitaires », *Problèmes d'Amérique latine*, 34, 1999.

avec les guérillas pour la fourniture de la matière première servant à fabriquer la drogue, comme l'expansion des cultures en porte témoignage. Mais elle leur offre aussi un biais pour s'insérer dans une vaste et fluide coalition politique et atténuer leur visibilité en tant qu'entrepreneurs spécifiques sur le marché de la drogue. Ils sont en définitive ceux qui tirent le plus grand profit du désordre colombien.

Narcotrafic et système généralisé d'interactions armées

Les Colombiens ont tendance à déchiffrer les relations sociales et politiques à travers le prisme de la violence. La quasi-guerre civile qui a régné dans le pays entre 1946 et les années soixante, au cours de laquelle se sont affrontées les principales formations politiques officielles (les libéraux et les conservateurs), explique ce phénomène. Après les années soixante, les acteurs politiques eux-mêmes continuent à se définir par l'usage potentiel ou réel de la violence. Par le truchement des partis traditionnels, nombreux étaient les chefs politiques qui régissaient leur territoire en recourant à une violence permanente sans que personne n'y trouvât à redire²⁶. Le plus normalement du monde, le parti communiste pouvait de son côté ériger officiellement la « combinaison de toutes les formes de lutte » en doctrine théorique et le reste de la gauche faire de l'adhésion à la lutte armée le signe distinctif de la seule opposition authentique.

Le surgissement des narcotrafiquants colombiens s'est produit dans ce contexte. Aucune raison *a priori* ne les destinait à un recours particulier à la violence. Les spécialistes ont suggéré depuis longtemps que la criminalité organisée pouvait bien faire usage de la violence pour régler ses litiges internes mais ne provoquait pas une violence considérable sur son environnement social²⁷. La « logique de protection » invoquée par Diego Gambetta pour interpréter le phénomène mafieux en Sicile suppose une certaine parcimonie dans l'usage des sanctions envers la population dans son ensemble. Normalement, il en aurait pu aller de même dans le cas des organisations colombiennes de la drogue, d'autant que celles-ci se consacraient essentiellement à l'élaboration, au transport et à la commercialisation du produit. Les pratiques de corruption auraient largement suffi à atténuer la rigueur de la répression institutionnelle. Les trafiquants colombiens n'ont effectivement pas manqué de les mettre en œuvre. Une emprise territoriale stable aurait fait le reste. Ni au Pérou, ni surtout en Bolivie, l'économie de la drogue n'a conduit la société jusqu'à une situation de chaos violent comparable à celui que connaît la Colombie.

26. Le livre cité d'A. Atehortua Cruz en fournit une excellente description dans le cas de la commune de Trujillo, au Nord du Valle du Cauca.

27. Cf. Reuter (P.), *Disorganized Crime. The Economy of the Visible Hand*, Cambridge, MIT Press, 1983.

Nous avons vu les facteurs qui, en Colombie, ont au contraire suscité ce dérapage. D'autres acteurs armés illégaux étaient déjà présents : guérillas surtout mais aussi bandes à la solde des propriétaires. Ni les guérillas ni les bandes n'avaient les moyens d'ébranler le système. L'essor de l'économie de la drogue a eu pour conséquence de les doter en ressources considérables. Tandis que les guérillas multipliaient leurs fronts et acquéraient un armement moderne, tandis que les bandes évoluaient vers le paramilitarisme, des organisations improvisées découvraient dans le gonflement de la circulation monétaire de quoi prélever le nécessaire pour disposer des moyens de gouverner les quartiers. D'un seul coup, la confrontation s'accroissait et devenait de plus en plus diffuse. Ces acteurs armés ont pu au début se réclamer d'une certaine légitimité sociale. Les guérillas s'appuyaient sur les luttes paysannes, les bandes de quartier sur la rage des jeunes. Une fois pourvus en abondance de ressources et d'armes, ils pouvaient se métamorphoser en acteurs proprement militaires sans avoir encore à se soucier des sentiments de la population et sans dépendre d'une implantation permanente sur des territoires donnés. Pour préserver leurs intérêts et faire face aux autres acteurs armés, les narcotrafiquants n'avaient pas d'autre possibilité que de procéder à la même mutation. Enfin, les Etats-Unis, au nom de la sécurité nationale, étaient décidés à faire prévaloir leurs propres objectifs et à contraindre les gouvernements colombiens à s'en faire le relais. Ainsi s'est constitué un système d'action armé complexe qui a pour principe fondamental de réguler la pression d'un Etat étranger.

Parler de système d'interaction complexe revient à souligner que coopération et confrontation, collusion et défense d'intérêts particuliers, transactions et lutte à mort, vont de pair. Poussée aux extrêmes dans certaines régions, la lutte entre guérillas et narcotrafiquants doit bien laisser la place au commerce dans les régions de production de la drogue. Nées de l'emprise sur leurs quartiers, les bandes juvéniles sont de manière récurrentes happées par l'un ou l'autre des principaux protagonistes « politiques ». Sommés par les Etats-Unis de prendre leurs distances avec les paramilitaires, les militaires sont loin de se montrer tous disposés à obtempérer. La plupart des grands massacres collectifs laissent transparaître l'ampleur des collusions. Une enquête officielle sur celui commis en 1991 à Trujillo, dans le Valle du Cauca (le bilan a été de plus de cent vingt victimes), a établi que les narcotrafiquants de la zone, les militaires et le personnel politique de la commune avaient collaboré à une opération qui, faute de pouvoir atteindre le front local d'un groupe de guérilla (l'ELN), entendait semer la terreur dans la population²⁸. Les interactions sont de fait encore plus complexes. Comme dans le cas de Trujillo, certains hommes politiques y ont souvent participé. De nombreux indices suggèrent que des politiciens de tout niveau ont sans doute favorisé la destruction de l'Union

28. On trouvera une analyse de ce massacre dans le livre déjà cité d'A. Atehortua Cruz.

patriotique qui semblait pouvoir devenir une concurrente dans certaines régions. On continue à s'interroger sur l'aval qu'ils auraient éventuellement donné à certains des assassinats les plus retentissants de personnalités politiques. Des militaires ont été inculpés, non seulement pour leur concours aux actions paramilitaires, mais pour l'assassinat de personnalités aussi connues qu'Alvaro Gomez Hurtado, l'un des principaux leaders conservateurs, ou du général Landazabal, ancien ministre de la Défense. L'Etat lui-même n'échappe pas aux effets de ces interactions. D'abord en tant que cible, lorsque les narcotrafiquants ont recours à la terreur pour le neutraliser. Ensuite, en raison des multiples tensions qui le traversent, entre les forces armées et le pouvoir civil, le Congrès et le pouvoir exécutif, les diverses instances judiciaires – et qui renvoient, au moins en partie, à l'influence de la corruption et de la peur ou, à tout le moins, à la profonde incertitude qui gouverne tous les champs d'action.

On peut débattre indéfiniment sur ce qui, dans ce panorama, revient à la consolidation et prolifération d'acteurs armés et ce qui relève de la simple expansion de l'économie de la drogue. Les deux se juxtaposent à l'évidence, les interactions entre acteurs armés contribuant à accentuer la dislocation d'un tissu social déjà fragilisé par les retombées d'une activité illégale. En tout état de cause, les réseaux de narcotrafiquants sont bien les protagonistes centraux sur les deux plans.

L'essentiel reste sans doute que la société elle-même n'a pas son mot à dire sur l'ensemble de la situation. Pendant des années, elle a, du reste, été singulièrement divisée sur le problème de l'économie de la drogue et elle l'a été aussi sur un enjeu fondamental, celui de l'extradition. Au cours de l'année 1999, elle a certes témoigné à de nombreuses reprises de sa lassitude de la violence, sans parvenir pour autant à esquisser des solutions politiques. Paradoxalement, elle répugne toujours à évoquer la question de la drogue. Tout se passe comme si cette question était reléguée au second plan à mesure que la confrontation entre guérillas et paramilitaires prend davantage d'ampleur. Les acteurs politiques ou parapolitiques sont aisés à repérer. En dépit de leur large soutien aux paramilitaires, les narcotrafiquants demeurent des acteurs dissimulés et donc aisés à ignorer. Dans un tel système d'interaction, est-il possible de tracer des frontières entre le politique et le non-politique ? Tous les acteurs qui comptent sont avant tout des acteurs armés. Il n'y a plus – ou presque plus²⁹ – de sphère politique spécifique. La politique est dans une grande mesure réduite à être l'effet de l'interaction entre ces acteurs. La puissance militaire des guérillas –

29. La participation électorale a augmenté ces derniers temps. La population tend à profiter des échéances électorales pour exprimer son refus de la violence. Le vote demeure perçu comme un droit inscrit dans une longue tradition. En 1997, les guérillas ont organisé le boycott des élections locales dans les régions où elles sont installées en permanence. La population a réagi avec colère et a, dans certains cas, rallié les paramilitaires à titre de riposte.

et non leur crédibilité – en fait des interlocuteurs politiques. Par paramilitaires interposés, les narcotrafiquants peuvent à leur tour le devenir. Non que leurs intérêts commerciaux ne continuent pas à avoir le dessus et à commander à leurs alliances. Mais ils disposent des outils pour forcer leur reconnaissance politique. Du moins serait-ce le cas si les règles du jeu se définissaient en Colombie. Il n'en va pas ainsi. Ce sont les États-Unis qui ont contribué à stigmatiser les narcotrafiquants, à réduire leur marge de manœuvre, à fixer les limites de transactions. Ils sont intervenus aussi sur les autres acteurs, par exemple en dénonçant les violations des droits de l'homme par les militaires. Le moins que l'on puisse dire est que cette immixtion a eu des effets incertains. Voilà que les États-Unis semblent disposés à accroître leur ingérence en formant au sein de l'armée des unités spéciales de lutte contre la drogue. Dans quelle mesure les résultats de cette initiative seront plus concluants ? Ces unités risquent fort de rencontrer sur leur chemin, par-delà les masses de petits cultivateurs, un acteur qui n'est pas en principe celui visé : la guérilla. Il est probable que les réseaux de narcotrafiquants parviendront une nouvelle fois à s'adapter aux circonstances. Le système complexe d'interactions stratégiques peut encore avoir de beaux jours devant lui et, par voie de conséquence les trafiquants qui en sont les acteurs centraux.